

[Texte]

suffers. I think you extend the aid dollar immensely by linking it with the regular commercial rates that exist through EDC.

• 1810

If you are going to try to put a particular plant, whether it be the Chamera project in India, for example, and if you are going to try and fund that strictly through aid, that is going to cost something in the range of \$800 million or so. By putting in about \$200 million of aid, and the rest basically being EDC financing, you have that same project carried out and it has only in fact cost a quarter of the aid budget. You then have the other \$600 million that you can use for other activities. So I think that sometimes by separating things out like that, you may in fact not achieve the longer-term objective of aid. We may in fact not be stretching our aid dollar as far as we could.

The Chairman: But in that particular project, remind me. Is there concessional financing or is it straight EDC financing?

Mr. Seitz: No. There is a blend. I think it is about \$200 million that is CIDA concessional financing, grant financing, and the other \$600 million has come out of either EDC or mainly EDC with perhaps some commercial bank financing as well; mainly EDC.

The Chairman: And yet that is precisely the kind of thing that the DAC countries are trying to stop; mixed credits. And which we criticize Japan for.

Mr. Seitz: Yes.

The Chairman: We take them over the hoops regularly on doing just that.

Mr. Seitz: I think there are a lot of different arguments to be used, but I think the argument that you in fact stretch your aid dollar by combining it with commercial financing is one that we think should be looked at very seriously.

The Chairman: And where does that slide over into using the aid dollar rather than stretching the aid dollar?

Mr. Seitz: It depends on the degree to which one looks at those criteria we had established and that we indicated earlier on, the degree to which the project fulfills the development objectives of the country concerned. When things start sliding over, it says to me that decisions have been made that perhaps were not based very much upon what the development objective was and it primarily has become a trade objective. I think it is up to the people who are administering the aid budget in CIDA to argue vehemently for the kinds of projects that meet the development objectives of a country or, if they do not think that a project meets the development objective, it is their responsibility to argue against it.

The Chairman: I would think if financing is \$600 million to \$200 million, it is clear to me what the objective is; it is a trade objective.

[Traduction]

crois que le financement de l'aide profite énormément de son association avec les taux commerciaux offerts par la SEE.

Si vous essayez de construire une usine, par exemple le projet Chamera en Inde, une usine que vous vouliez financer uniquement avec des fonds pour l'aide au développement, cela va vous coûter une somme de l'ordre de 800 millions de dollars. Si par ailleurs vous utilisez à cet effet environ 200 millions de dollars de l'aide au développement et que le reste provienne, pour l'essentiel, de la Société pour l'expansion des exportations, le même projet ne coûtera qu'un quart du budget d'aide et il vous reste 600 millions de dollars à utiliser pour d'autres projets. Il arrive donc qu'en séparant les éléments de cette façon, vous ne parveniez pas à réaliser, en fait, l'objectif de l'aide à long terme. Il se peut que nous n'utilisions pas assez judicieusement l'argent que nous consacrons à l'aide.

Le président: Mais en ce qui concerne ce projet en particulier, pouvez-vous me rappeler si les fonds proviennent directement de la SEE ou s'il s'agit de prêts à un taux préférentiel?

M. Seitz: Il y a mélange des deux. Je crois que la part de l'ACDI s'élève à environ 200 millions de dollars, à un taux préférentiel, et les 600 millions de dollars restant proviennent soit de la SEE, soit surtout de la SEE, mais avec peut-être un prêt d'une banque commerciale; mais l'essentiel provient de la SEE.

Le président: C'est pourtant précisément ce que les pays du CAD s'efforcent d'empêcher, à savoir les crédits mixtes. C'est aussi ce que nous critiquons chez les Japonais.

M. Seitz: C'est vrai.

Le président: Nous les mettons régulièrement sur la sellette parce qu'ils font cela.

M. Seitz: On peut invoquer toutes sortes d'arguments, mais celui d'après lequel les sommes que vous consacrez à l'aide, conjuguées au financement commercial, portent davantage fruit, doit être examiné de près.

Le président: Et où se situe la ligne de démarcation entre l'utilisation de l'aide au développement et l'exploitation de cette aide?

M. Seitz: Cela dépend de la façon dont on examine les critères que nous avons établis et dont nous avons parlé tout à l'heure, de la mesure dans laquelle le projet répond aux objectifs de développement du pays en question. Quand les choses commencent à se brouiller, j'en conclus que des décisions ont été prises sans tenir vraiment compte de l'objectif de développement et que ce dernier a fait place au commerce. C'est aux administrateurs du budget d'aide de l'ACDI de plaider vigoureusement en faveur de projets qui répondent aux objectifs de développement d'un pays ou, s'ils ne pensent pas qu'un projet réponde à un objectif de développement, c'est à eux de s'y opposer.

Le président: Il me semble que, si l'aide est de 200 millions de dollars et le financement de 600 millions de dollars, l'objectif ne fait pas l'ombre d'un doute: il s'agit de commerce.